

LE POUVOIR EN AFRIQUE : QUESTION DE VIE ET DE MORT A TRAVERS QUAND ON REFUSE ON DIT NON D'AHMADOU KOUROUMA

L. Olusola Oguntola

Department of European Languages

Faculty of Arts

University of Lagos

08035809703

Email: beafunmilade@gmail.com

Resume

*La mauvaise gouvernance, les régimes dictatoriaux et les conflits intestins dont souffre l'Afrique post indépendante ont suscité l'attention de nombreux écrivains du continent dont Ahmadou Kourouma qui fut le premier à fustiger ces dérapages des nouveaux leaders africains dans sa fameuse œuvre *Les soleils des indépendances* (1968). Cette décennie des espoirs perdus consacre l'émergence d'une littérature de désillusion et de désenchantement. Les avertissements et les interpellations des écrivains d'alors semblent être tombés dans les oreilles de sourd. En conséquence, l'on assiste encore en ce vingt-et-unième siècle à la dégénérescence sans cesse des structures sociales et l'arrivée au pouvoir des dictateurs qui vont jusqu'à provoquer des guerres dans leur propre territoire dans la seule optique de s'éterniser au pouvoir. Cette analyse sera faite du point de vue de la théorie postcoloniale. La présente étude se fixe comme objectif d'examiner le pouvoir politique en tant qu'une question de vie et de mort chez Ahmadou Kourouma et ce à travers son œuvre *Quand on refuse on dit non*.*

Mots clés : pouvoir, Afrique, dirigeant, dictateur, le postcolonialisme.

Introduction

Depuis l'émergence de la littérature africaine, la notion de "pouvoir" a occupé une place de choix. L'accession à la magistrature suprême de nombreux pays africain en 1960 n'a pas pour autant entraîné le déclin de ce thème cher aux écrivains. Les corollaires des indépendances ont causé un renouvellement de la problématique du pouvoir tel qu'exercé par les nouvelles élites africaines après le départ des colonisateurs. Parmi les écrivains qui ont fait une critique acerbe du nouveau pouvoir politique se trouvent Aimé Césaire (*La tragédie du roi Christophe*, 1963; *Une saison au Congo*, 1966 ; Ahmadou Kourouma (*Les soleils des indépendances*, 1968), Sembène Ousmane (*Xala*, 1974; *Le Mandat*, 1966), Alioum Fantouré (*Le cercle des tropiques*, 1973), Mongo Béti, *Tribaliques* (1971) d'Henri Lopès et autres. Si ces écrivains ont dévoué tant d'énergies à la question du pouvoir surtout politique, cela est du au faux pas des nouveaux maîtres de l'Afrique. Ayo Kehinde (2005:2) soutient que : "The indigenous ruling class simply replaced the colonizer and began to rule with scorpion where the colonizer had ruled with whip." En effet, la cible des écrits de la période coloniale est l'homme blanc. Alors que la littérature

des indépendances présente une nouvelle cible, l'homme noir comme le nouveau bourreau de sa race de par sa position exaltée de président de la république. Partant du constat que les premiers décennies de l'indépendance n'ont pas répondu à l'attente général du peuple africain, la littérature de l'époque fut baptisée de littérature de désenchantement, de désillusion voire des espoirs perdus. Au moment où l'on s'attendait à une amélioration de l'exercice du pouvoir politique avec l'essoufflement du vent de l'est qui voit l'arrivée de la démocratie et la fin du parti unique dans les années 90, la plupart des pays francophones dont la Côte d'Ivoire sombre dans le chaos total. L'objet de notre travail portera sur la gestion du pouvoir politique en Afrique par ces nouveaux maîtres après plus de quarante ans de libération du joug colonial. Nous visiterons ce syndrome de "toxicomanie politique" qui caractérise les dirigeants africains actuels qu'ils soient des produits du parti unique ou de l'opposition. En d'autres mots, qu'est ce qui pousse les hommes politiques africains à vouloir toujours s'accrocher au pouvoir contre vents et marres? Il s'agira d'examiner le pouvoir politique en tant que question de vie et de mort et cela se fera à travers la dernière œuvre de l'écrivain ivoirien Ahmadou Kourouma.

L'approche théorique

La démarche théorique à suivre dans ce travail est le postcolonialisme. La critique littéraire de type postcolonial s'annonce en premier dans les travaux de Frantz Fanon, Edward Saïd et Albert Memmi. Mais, elle prend une tournure assez importante à partir de 1980. C'est une théorie de lecture et de réinterprétation des textes littéraires qui a attiré à l'expérience coloniale d'un groupe social ou d'un pays. Bill Ashcroft (2012 :p.14) précise que le postcolonialisme concerne : « toute culture affectée par le processus impérial depuis le moment de la colonisation jusqu'à nos jours ». Elle met à nu le patrimoine socioculturel et politique des pays ayant fait frais de la colonisation occidentale dans le contexte actuel. John McLeod (2000 : p.33) cité par Jean-Marc Moura élucide mieux l'objet de la critique postcoloniale à laquelle il attribue d'ailleurs trois dimensions :

La lecture de textes écrits par des auteurs venant de pays marqués par l'histoire coloniale, principalement les textes concernés par les actions et le legs du colonialisme, dans le passé comme actuellement.

La lecture de textes écrits par ceux qui ont émigré de pays marqués par l'histoire du colonialisme, ou les descendants de familles d'immigrants, qui traitent principalement de l'expérience de la diaspora et de ses multiples conséquences

A la lumière des théories concernant les discours coloniaux, la relecture de textes écrits pendant la colonisation ; à la fois ceux qui évoquent directement l'expérience impériale et ceux qui ne paraissent pas concerner par elle a priori.

Le postcolonialisme interroge non seulement les faits du discours colonial s'étant déroulés pendant la colonisation mais aussi ceux d'entre eux qui au fil du temps se sont transposés à l'ère post coloniale (la période qui a suivi la colonisation, celle de l'indépendance). Cette théorie s'adapte le mieux à cette étude car les événements qui ont lieu en Côte d'Ivoire ont leurs germes dans la période coloniale et les premières heures des indépendances. La dernière œuvre, *Quand on refuse on dit non*, d'Ahmadou Kourouma qui est le corpus de cette analyse s'insère dans la catégorie des romans à thèse ou idéologique. L'idéologie n'a de sens que dans le domaine de la politique et la politique entend le pouvoir. Une fois de plus, l'appartenance du roman à la catégorie des romans à thèse ou idéologique justifie de plus le choix du postcolonialisme. A ce propos, M. Mathieu Renault confirme que « la critique postcoloniale est à la fois critique politique et épistémique.

[...] La critique postcoloniale est une réflexion sur les politiques de connaissance, le projet d'une décolonisation des savoirs, l'affirmation d'une différence épistémique devant se situer au delà de l'inversion, et donc de la répétition des binarismes coloniaux : blanc/noir, bien/mal, supérieur/inferieur, etc.

Sans aucun doute, l'œuvre postcoloniale a pour pôle d'attraction l'homme colonisé et son internalisation des structures coloniales d'antan. D'ailleurs, Fanta dans son exposé à Birahima, l'enfant soldat lève encore le point sur le voile :

En 1960, la France s'aperçu, après études avec le général de Gaulle, que la colonisation de l'Afrique noire revenait très chère à la métropole. [...] Et le général, sans états d'âme, voulut octroyer l'indépendance à toutes les

colonies qui ne présentaient pas d'intérêt stratégique. Que les responsables de chaque colonie le veuillent ou non. Houphouët-Boigny espérait obtenir pour la Côte d'Ivoire le statut d'Etat associé à la France. Le président de Gaulle refusa et l'obligea à proclamer l'indépendance le 7 août 1960. (2004 :pp. 75-76)

A l'instar d'Houphouët, beaucoup de chefs d'états africains n'ont aucune conviction en ce qui concerne les motifs qui les animent à venir au pouvoir. Au premier chef, les leaders africains n'ont aucune conviction idéologique à l'image des grands leaders du monde comme Abraham Lincoln, Mahatma Gandhi, Martin Luther King Jr. La seule idéologie convaincante du leader africain depuis l'indépendance, c'est parvenir au pouvoir en se servant d'un tremplin politique d'obéissance communiste, socialiste, républicaine dont il maîtrise mal la teneur. C'est à juste titre qu'il passe d'un parti politique à un autre sans aucun scrupule dans la seule optique d'occuper un poste politique. C'est un phénomène qui n'est pas tout à fait nouveau sur la scène politique africaine, Houphouët-Boigny en fut également coupable aux dires de l'un des personnages de *Quand on refuse on dit non*:

Quand arriva la guerre froide, les communistes furent exclus du gouvernement en France. Le RDA de Houphouët Boigny et son groupe perdirent leur appui à l'Assemblée nationale. [...] Et le gouvernement français s'attela sérieusement à la lutte contre la pénétration du communisme en Afrique. On envoya dans chaque colonie des gouverneurs d'exception, des anticommunistes de fer. La Côte d'Ivoire eut Péchoux. [...] Il engagea aussitôt la lutte contre le RDA par tous les moyens sans en exclure aucun. [...] Un mandat d'arrêt fut lancé contre Houphouët – Boigny qui n'échappa à l'arrestation qu'en se réfugiant en France. Il se terra en France jusqu'à ce que François Mitterrand lui tende la perche de la rupture avec le parti communiste et de l'adhésion du groupe RDA a son parti, Union démocratique et socialiste de la résistance. Houphouët-Boigny appela l'opération repli stratégique. (2004 :pp.74-75)

Une fois que les problèmes surgissent au lieu de les affronter en face en faisant preuve de leur dextérité politique, les leaders africains prennent la fuite au moment où leurs compagnons de routes sont soumis à des mauvais traitements. Dès que la solution est trouvée, ils sortent de leur cachette pour proclamer haut et fort leur audacité et voilà pourquoi Kourouma parle de l'oubli des vaincus.

Les acteurs du pouvoirs politique

Les binarismes qui s'imposent à l'heure actuelle de la post-colonisation se limitent au rapport de force entretenu par les Africains entre eux. Le colonisateur de l'Afrique est désormais la classe dirigeante africaine. Dès lors, il s'agira de faire ressortir les travestis du pouvoir politique en Afrique tel que présenté dans *Quand on refuse on dit non* d'Ahmadou Kourouma. Ces travestis seront illustrés en prenant appui sur les différentes personnalités politiques qui ont marqué l'ancienne colonie française de la Côte d'Ivoire après les indépendances.

1. Le premier président de la Côte d'Ivoire : Félix Houphouët-Boigny

L'éclipsation des Blancs consacre la montée d'une nouvelle classe d'hommes politiques en Afrique ayant pour mission de mener la barque à bon port. Au moment de l'acquisition des indépendances, l'élite politique et intellectuelle n'étaient pas en réalité murs pour assumer la tâche de la gouvernance. Des le début, la population locale qui a tant souffert pendant plusieurs siècle a été mis a l'écart parce que dans les différents secteurs économiques, ce sont les Blancs qui sont encore aux commandes, les nationaux croulaient dans le besoin. En clair, les vocables des rapports binaires avaient toujours leur place de cité en ce sens que le Blanc était haut perche, supérieur, riche, privilégie, dominateur tandis que le noir demeurait au bas de l'échelle sociale, inferieur, pauvre, négligé, domine. Cependant, il faut noter que le responsable de la persistance de cette polarisation est le noir lui-même. Kourouma s'en prend à cette situation pathétique à laquelle le président Houphouët-Boigny assujettissait ces sujets :

Les coopérants français (coopérant fut le nouveau nom du colon sans rien changer au contenu) eurent la main sur tout. La politique du président Houphouët-Boigny fut différente de celle des Etats voisins, qui avaient décidé une africanisation à outrance. Houphouët-Boigny fit venir des coopérants de valeur. Il les recruta à prix d'or.

Le schéma de bataille principal est la conservation du pouvoir et cela passe nécessairement par une allégeance totale à la métropole en satisfaisant tous ces caprices afin de bénéficier du support au cas où il y a une attaque des forces antagonistes. Ainsi, les décisions gouvernementales ne sont pas

favorables à la masse africaine mais plutôt favorise les politiques occidentales représentées par le club de Paris, le Fonds Monétaire International, les Breton Wood et la Banque Mondiale. Au fait, l'application à la lettre des programmes institués par ces institutions détermine la durée illimitée du pouvoir. Etant donné que la règle d'or de l'élite africaine est la personnalisation du pouvoir voire des structures étatiques, donc il faut jouer le jeu. Alors, le pouvoir politique africain se confond avec l'histoire du pays. En plus, le dirigeant africain pense qu'après lui ce serait le déluge, par conséquent, il se marie avec le pouvoir en faisant le pacte que font les mariés notamment la fameuse phrase « jusqu'à ce que la mort nous sépare ».

Ce faisant, ces prétendus dirigeants jouaient et continuent de jouer des rôles de marionnettes aux puissances coloniales. Le premier président de la Côte d'Ivoire incarne cette figure. En effet, ses compatriotes qui ont acharnement lutté contre le colonisateur ont été oublié d'où aucun d'entre eux ne fut immortalisé tandis qu'il s'est attelé à célébrer les administrateurs coloniaux. Suivons ces propos de Fanta :

Mais ces résistances héroïques du peuple ivoirien ne sont pas reconnues par la Côte d'Ivoire officielle. Houphouët, le premier président de la Côte d'Ivoire avait une conception curieuse de l'histoire des peuples. Pour s'entendre avec le colonisateur, il a effacé la résistance à la colonisation. Il a parlé des vainqueurs et il a oublié les vaincus. Il a laissé les vaincus dans l'ombre de l'oubli. C'est pourquoi aucune des rues ivoiriennes ne porte le nom des résistants ivoiriens à la colonisation. En revanche, elles affichent les noms des administrateurs coloniaux les plus cruels et racistes. (2004 : p.59)

Le président adopte cette méthode en vue d'instaurer le culte de sa personnalité qui consolidera son pouvoir. Peu importe les voix et moyens pour réussir ce pari et en général cela donne lieu à des châtiments des opposants politiques et à des organisations de faux complots. Au lieu d'effacer les blessures coloniales, ces présidents en créent de nouvelles qui sont inguérissables. Car au lieu d'être des collaborateurs de leur peuple, ils sont des collaborateurs de l'Occident

L'un des problèmes essentiels qui minent la gouvernance du continent est l'irresponsabilité notoire et le manque de bon sens des présidents et de leurs associés. Les premiers présidents autrement

appelés les pères de la nation étalaient au grand jour leur incompétence car à vrai dire ils n'ont pas été formes comme il faut pour assumer une telle responsabilité. Dans le but d'asseoir leur hégémonie et se sauver la face, ces dirigeants fomentaient des complots personnels et en accusaient leurs compatriotes. Ceci dans l'optique d'avoir une main mise totale sur leurs sujets. Quand au président Houphouët, il a été l'instigateur du « complot du chat noir » (2004 : 86) où il se débarrasse de ses adversaires politiques les plus durs et ce pour affermir son pouvoir. Soulignons qu'Houphouët a semé les grains de la crise ivoirienne des années 2000 car les cadres du pays les plus affectés par ce faux complot sont issus du Nord. La présidence abritait un type de camp Boireau où les opposants éventuels étaient violemment réprimés. C'est dire qu'il a bien retenu les leçons de Machiavel selon qui pour rester au pouvoir, il faut concilier la ruse, le mensonge, les apparences et la violence c'est-à-dire tout ce qui est contraire au bon sens. La résultante de ces subterfuges est de faire des gouvernés des couards voire des passifs et des indifférents aux excès du despote. Dans *En attendant le vote des bêtes sauvages*, Kourouma définit la politique ainsi :

La politique est illusion pour le peuple, les administrés. Ils y mettent ce dont ils rêvent. On ne satisfait les rêves que par le mensonge, la duperie. La politique ne réussit que par la duplicité. (2000 :p.278)

Dans cette même lancée, il assimile le pouvoir politique qui désormais s'impose pour les dictateurs africains de la période des indépendances comme une question de vie et de mort :

La politique est comme la chasse, on entre en politique comme on entre dans l'association des chasseurs. La grande brousse où opère le chasseur est vaste, inhumaine et impitoyable comme l'espace, le monde politique. (2000 :p.183)

N'est-ce pas la raison pour laquelle on continue toujours à assister a des tractations politiques de toutes sortes allant de la manipulation des textes juridiques qui régissent l'administration du pays en passant par la personnalisation des deniers publics et l'assassinat des opposants politiques ? En effet, la violence est l'un des moyens efficace pour garder le poste politique et cela à d'ailleurs été largement démontré dans *Le prince* de Nicolas Machiavel. Cette brimade dont fait usage les régimes dictatoriaux

africains pour se maintenir au pouvoir fut l'objet des romans d'Alioum Fantouré, *Le cercle des tropiques* (1972), *Remember Ruben* (1974) de Mongo Béti, *La vie et demi* de Sony Labou Tansi (1979) Outre cela, il s'érige en un demi-dieu à l'échelle du roi soleil, Louis XIV de France au XVII^e siècle ou au Messi-koi (Baré Koulé) de Alioum Fantouré. En tant qu'accroc du pouvoir, il faut pratiquer tenir chaque fois des discours ampoulés, ambigus pour convaincre mais aussi pour endormir les consciences. A la question de savoir pourquoi l'ex père de la nation ivoirienne ne mettait pas sous forme écrite ses pensées pour que la postérité en bénéficie, il répond :

Ni Jésus-Christ ni Mahomet n'ont écrit de livres. Ils se sont contentés de parler en public et leur entourage a recueilli leurs pensées. C'est à vous de capter ce que j'exprime. (2004 : 90).

L'une des caractéristiques majeures pour demeurer longtemps au pouvoir, c'est de reléguer au second plan les citoyens du pays qui ont les mêmes diplômes que les coopérants blancs en les rémunérant avec un salaire bas. Une fois de plus, Fanta fustige Houphouët concernant la disparité salariale :

La Côte d'Ivoire avait formé une pléthore de cadres capables d'assurer la relève. Ils avaient fait les mêmes études que les Blancs qu'ils relevaient. C'était la relève générale, l'africanisation des cadres en Côte d'Ivoire. Cette africanisation ne se faisait pas au rabais au niveau intellectuel mais au rabais dans les salaires. Le nègre touchait quatre à cinq fois moins que le blanc qu'il relevait. (2004 :91)

Pourquoi alors pratique cette politique de double, du deux poids deux mesures ? A qui profite la différence flagrante entre le Blanc et le Noir. A partir de cette injustice flagrante, il n'est plus question d'accuser l'occident d'être responsable des problèmes de l'Afrique. L'exercice du pouvoir en Afrique est à bien des égards l'un des plus couteux au monde. Le tyran se réserve toujours la part du lion dans le partage des ressources du pays et Houphouët n'est pas une exception. C'est à juste titre que l'un des théoriciens du postcolonialisme en l'occurrence Achille Mbembé reconnaît que les indépendances n'ont nullement mis fin au legs empoisonné du système colonial. La théorie postcoloniale préconise tout simplement que l'Afrique est entièrement responsable du cataclysme qu'elle vit.

Par ailleurs, les leaders africains sont responsables des conjonctures économiques dont on souffert la presque majorité des pays du continent dans les années 90. La corruption fait désormais partie des

institutions politiques. Alors l'avis d'Ibrahima Dieng dans *Le mandat* (:), « l'honnêteté est un délit de nos jours » est très pertinent au vue de la mal administration de l'appareil administratif. C'est le prétendu « sage » de l'Afrique qui invite personnellement les fonctionnaires ivoiriens à faire main basse sur les ressources du pays en leur rappelant cet adage qu' :

On ne regarde pas dans la bouche de celui est chargé de décortiquer l'arachide. On ne doit pas être toujours là à regarder dans la bouche de celui qu'on a chargé de fumer l'agouti. (2004 : pp.91-92).

Il s'agit d'une sorte de licence pour l'enrichissement malhonnête à condition de ne pas être découvert et la leçon a été bien retenue par son audience d'où l'entrée dans le langage quotidien ivoirien d'un nouveau type de lexique : « fais-moi, fais ; fais un geste, fais le geste national, mouille ma barbe ; coupe mes lèvres ; ferme ma bouche ... » (2004 :92). Si le peuple est sollicité par le garant des affaires du pays à piller les ressources du pays, c'est certainement parce qu'il est coupable de la même attitude.

Et fantâ d'affirmer :

La corruption est devenue une constante de la société ivoirienne. Houphouët Boigny l'a laissé s'établir. Parce qu'il était lui-même corrompu, corrupteur, dilapidateur. Houphouët Boigny fut un corrompu. Dès qu'il eut le pouvoir, tous ses amis et proches devinrent des milliardaires. (2004 :92)

Le président est l'agent facilitateur de la gabegie financière et de l'enrichissement d'une petite frange de la population au détriment de la majorité. Grâce à ses acolytes qui occupent des postes de choix comme celui du président de l'assemblée nationale, de la cour constitutionnelle, le chef d'état major de l'armée, présidence à vie est garantie. Désormais, l'homme fort du pouvoir a le droit de vie et de morts sur le peuple étant donné qu'il est au-dessus de la loi.

Ce pouvoir absolu dont Houphouët jouit l'amène à confondre son bien personnel et celui du pays. Il est le plus grand planteur du pays. La basilique de Yamoussoukro construite avec l'argent des contribuables ivoiriens serait la propriété privée de la famille du président. Nous nous demandons ce qu'une basilique ajoutera à l'économie du pays, au niveau de vie des habitants. Ces dirigeants sans aucune vision quelconque continuent de pulluler en Afrique. L'essentiel pour eux, c'est de faire passer

leurs intérêts personnels en premier. Ils font montre d'une ignorance totale et d'une irresponsabilité notoire en matière de la gestion du continent. Les projets entrepris la plupart part des temps n'ont aucun apport positif dans le développement du pays. Il mène un train de vie lourd et il fait montre de l'égoïsme et de l'égoïsme. La conjoncture de 1990 s'est faite ressentie en Côte d'Ivoire par la chute du coût du cacao et du café, principales matières premières du pays. Comme palliatifs, Houphouët avait ordonné qu'aucun planteur ne vende ses produits. Par la suite, le président a pris le contre pied de son ordonnance selon l'historienne Fanta (2004 :pp.96-97). Force est de constater que l'homme du pouvoir en Afrique réclame de ses concitoyens qu'ils fassent ce qu'il dit et non ce qu'il fait. Son bien être personnel évidemment passe avant celui des autres citoyens du pays. L'ostentation et la folie des grandeurs sont des traits marquants de ces types de leaders qui n'en font qu'à leur tête. Au fait il n'y a pas de différence entre les biens personnels et ceux appartenant à l'état. Kourouma en témoigne avec beaucoup d'amertume :

Houphouët Boigny fut un dilapideur de l'argent de l'état. Par une sorte de solidarité avec les chefs d'état francophones, il entretenait automatiquement tous ceux qui avaient été déchus par des coups d'Etat. Le chef déchu et sa famille avaient le logement, la nourriture et l'argent de poche. Les enfants obtenaient une bourse pour toute la durée de leur scolarité. Tous ceux qui rendaient visite à Houphouët sortaient de chez lui avec des enveloppes bien garnies. On exigeait du visiteur qu'il dise à la presse, en sortant sur le perron, les éloges adulateurs et gémissements du vieux sage de l'Afrique. (2004 :pp.93-94)

Une telle attitude pourrait être qualifiée de mauvaise foi car la Côte d'Ivoire compte des personnes qui n'arrivent pas à se nourrir à leur faim à plus forte raison se scolariser et le président se transforme en un père Noël, quel paradoxe ? L'histoire n'est-elle pas en train de se répéter avec l'exil du déchu président burkinabé, Blaise Compaoré en Côte d'Ivoire ? Les événements futurs nous situeront mieux sur la question. Cette prétendue solidarité n'est pas un fait fortuit ou l'étalage de la solidarité africaine comme l'on voudrait nous faire croire. Une telle démarche est adoptée pour se faire des alliés

un peu partout dans le monde pour avoir un refuge au cas où il devient victime d'une situation pareille. Disons c'est une pratique très courante sur la scène politique africaine.

La mauvaise gestion des ressources a au fil du temps conduit à la crise économique mordante de 1990. Cette période consacre l'instauration de la démocratie dans la plupart des colonies françaises d'antan, c'est le déclin du parti unique et la naissance du multipartisme. Le despote ivoirien s'éteint graduellement après avoir conduit son pays au bord du gouffre réalisant ainsi son désir sacré de mourir au pouvoir. Nous assistons à l'entrée de nouveaux acteurs sur la scène politique ivoirienne en l'occurrence Henri Konan Bédié qui remplace le premier président du pays à sa mort en 1993.

2. Le premier ministre : Alassane Dramane Ouattara

Les événements en cours ont eu raison du vieux Houphouët qui succombait aux pressions des institutions financières internationales par son acceptation de partager le pouvoir contre son gré. Ces institutions avaient chargé leurs dauphins de gérer l'économie afin de sortir leur pays respectif de la crise, l'un de ces technocrates voire des pneus de secours fut Alassane Ouattara, actuel président du pays. C'était le temps de la PAS (Programme d'Ajustement Structurel) avec la mise en place des politiques économiques d'austérité. Conformément à sa mission première, il instituant la carte de séjour aux étrangers pour sortir le pays l'imbroglio économique. Malheureusement, la décision ne porta pas les fruits escomptés parce que la corruption est devenue une norme dans l'administration du pays. C'est dans cette impasse qu'Houphouët tombe malade, ainsi Ouattara prend plaisir à se faire sien le pouvoir politique confirmant l'adage qui dit l'appétit vient en mangeant. En voici la preuve :

*Au cours de l'interrègne, Alassane se bat, bec et ongles pour succéder à Houphouët-Boigny...
Dans les dispositions constitutionnelles en vigueur, c'est Bédié, président de l'Assemblée nationale, successeur prévu depuis trente ans, qui doit recueillir la manne...
Alassane voudrait faire changer ces dispositions. Il s'introduit dans la famille du « vieux », se faire membre de sa famille, et surtout, il remet à la signature de Houphouët-Boigny malade plusieurs projets de réformes constitutionnelles. (2004 :102)*

Nous comprenons que le pouvoir est juteux mais aussi corrompt au point d'ausculter le bon sens. En effet, le premier ministre ne servait pas en réalité les intérêts du pays mais ses intérêts personnels et ceux d'Houphouët pour qui il se faisait passer pour un serviteur loyal. Rappelons-nous que son rêve, c'est être à tout prix le successeur du vieux d'où il doit taper à l'œil de ce dernier dans ses comportements et manières. Alassane a eu un avant goût et il refuse de laisser ce poste de responsabilité s'échapper d'où il fait mains et pieds pour manipuler la constitution en sa faveur. Pour assouvir son désir, du jour au lendemain, il se faisant passer pour membre et serviteur fidèle du vieux afin de se faire couronner président au décès du rusé président. L'aveuglement par le pouvoir a poussé Ouattara a fait porter aux documents officiels la signature d'Houphouët qui était sur le point de mourir afin d'être couronné son successeur. En général, les hommes politiques africains ont tous tendance à plaire d'abord au président qui leur a tendu la perche pour servir dans son cabinet. Ils ne prennent jamais le parti du peuple même quand les mesures gouvernementales sont à leur encontre. En dépit de ses manigances, il se fait bouler hors compétition par le dauphin constitutionnel Henri Konan Bédié appuyé par la France. Son ambition de se perpétuer au pouvoir prend ainsi fin. Pourtant, il n'a jamais depuis lors cessé de courir pour s'approprier le pouvoir politique. Cette ambition verra son aboutissement le 21 mai 2011 après la guerre tribale vécue par la Côte d'Ivoire. Il devient le quatrième président de la Cote d'Ivoire. Pour l'heure portons notre regard sur le règne du dauphin constitutionnel, Bédié.

3. Le deuxième président : Henri Konan Bédié

Henri Konan Bédié complète le mandat de deux ans de son prédécesseur mort au pouvoir. Bédié continue dans la ligne droite tracée par Houphouët sans se soucier des problèmes de la population ivoirienne. Il est important de mentionner qu'il est élu à la magistrature suprême après la complétion du mandat d'Houphouët. Sous son règne on assiste à une recrudescence de la corruption et du tribalisme. Kourouma résume l'insensibilité du président en ces mots :

*Une fois élu, il annonça les travaux pharaoniques sans préciser les sources du financement...
Comme si la Côte d'Ivoire était un royaume millénaire, une seule tribu, sa tribu de Baoulé. Bédié oubliait que le pays était une mosaïque hétéroclite de races et de tribus dont l'unité restait à faire...
Il fallait se débarrasser d'abord de la corruption, faire en sorte que les expressions comme « fais-moi, fais ; mouille ma barbe ; ne regarde pas dans la bouche de celui qui est chargé de fumer l'agouti ... » n'aient plus cours. Ce qui arriva fut encore pire. On vit le financement allemand des œuvres sociales disparaître dans les arcanes de l'administration ivoirienne. Il ne parvint jamais à ceux à qui il était destiné. Il fallait arrêter la gabegie. Ce qui arriva fut pire encore. On vit le président financer des galeries souterraines dans sa résidence de M'Bayakro. (2004 : p.105).*

Ceci est un synopsis de la gouvernance en Afrique, phénomène très en vogue dans les mœurs politiques. En fait, chez le dirigeant politique africain, la promotion et la prise en charge de ses besoins personnels et celui de sa race passent avant tout autre chose. Ils hissent les membres de son ethnie au-dessus des autres. Pour accéder à des postes dans l'administration, le niveau intellectuel importe peu, ce qui est important, c'est appartenir à l'ethnie de monsieur le président. En conséquence, le favoritisme, le népotisme s'installent et conduisent graduellement aux conflits interethniques. Les projets de financement constituent une source d'enrichissement illicite et illégale pour le président et ses associés. Non seulement les mêmes projets figurent dans le budget annuel de chaque année mais les exécuteurs du projet sont les membres du gouvernement. Pour se prémunir de tout danger, ces présidents prennent de la peine à construire des types de forteresse pour se protéger. Leur sécurité et confort personnels sont non négociables même si le peuple est vulnérable. Si l'Afrique est encore en voie de développement ou sous développé, c'est la faute de ses responsables politiques. Les infrastructures sont rares ou n'existent presque pas parce que les projets ont été financés sur papier mais sur le terrain, il n'y aucune structure pour justifier la somme touchée. Les populations vivent dans le dénuement total alors que les hommes du pouvoir vivent dans l'opulence totale. Tout homme politique africain est un homme d'affaires potentiel et voilà pourquoi c'est seulement en Afrique qu'on fait le classement des présidents les plus nantis du monde. Cette politique politicienne dont Bédié incarne ici a pour fin de demeurer à la présidence jusqu'à la fin de sa vie comme son prédécesseur. Bédié a sans ambages été le meilleur des disciples

d'Houphouët. Depuis l'acquisition des indépendances et surtout l'avènement de la démocratie, il est de coutume que le président au pouvoir choisisse comme son successeur éventuel un homme appartenant à son groupe ethnique, à sa religion et à son parti politique. Un tel homme doit forcément être aussi ou plus corrompu que lui pour que l'ex- président ne court pas des risques de poursuite judiciaire pour sa mauvaise gestion. Bédié est bénéficiaire de cette école de pensée comme le souligne Kourouma :

Il (Houphouët-Boigny) mais pas fou jusqu'à laisser la Côte d'Ivoire aux mains d'un Dioula musulman et inconnu du Nord. Un musulman qui pourrait se faire facilement prévaloir comme l'homme du « renouveau » en révélant les innombrables scandales financiers survenus au cours du long règne de trente et quelques années du « vieux ». Le « vieux » a besoin pour lui succéder d'un corrompu, d'un homme plus corrompu que lui. Bédié, qui est de son ethnie correspond bien à cette exigence. Le « vieux » l'a demis de sa fonction de ministres des Finances et du Budget pour corruption active. C'est un homme qui lorsqu'on le charge de décortiquer l'arachide, ne se contente pas de remplir sa bouche ; il en met aussi dans toutes ses grandes poches. (2004 : p.103)

C'est pathétique mais c'est la réalité quotidienne des états africains jusqu'à présent. La culture politique africaine fait l'apologie de l'immoralité. Le critère principal qui qualifie le candidat à briguer un poste politique quelconque est son niveau avancé de corruption sur le plan financier et économiques mais aussi sur le plan de la corruption des mœurs. La politique est devenu un jeu de « couvre mes traces pour que je couvre tes traces aussi ». Cette politique politicienne ralentit le train de développement et des citoyens du pays.

Pendant que Bédié donnait libre cours à ses passions personnelles, la situation socio-économique du pays se dégradait avec l'augmentation du chômage, la pauvreté et le taux des échanges chutaient au plan mondial. Président sans direction quelconque, il promulgua la politique du « retour à la terre » sans penser aux conséquences néfastes qu'une telle décision pourrait engendrer sur le terrain. En effet, la terre ivoirienne est en majorité cultivée par les habitants issus du Nord du pays, les Burkinabés, les Maliens. Selon son prédécesseur la terre appartient à celui qui la cultive. Voilà que l'Ivoirien est déprivé de terres. L'objectif du dirigeant politique pour prolonger son mandat est de régner en divisant le peuple et se remplir les poches au détriment des électeurs.

En conséquence, Bédié s'arme du concept de l'ivoirité pour créer des discriminations au sein de la société ivoirienne. L'ivoirité se définit comme :

le nationalisme étroit, raciste et xénophobe qui naît dans tous les pays de grande immigration soumis au chômage. Partout c'est une idéologie prêchée par des intellectuels marginaux qui est adoptée par une couche marginale de la population. (2004 : p.107)

A ce point, notons que l'ivoirité a existé dans le pays depuis les années 70 et elle fut une trouvaille de l'artiste Niangoran Porquet dont le père est du Sud tandis que la mère est du Nord. Elle est définie par Porquet selon Ramsès L. Boa Thiemélé (2003 : p.7) comme la synthèse harmonieuse et féconde des valeurs ivoiriennes ou l'apport des Ivoiriens à la construction de la culture africaine moderne. Son auteur l'entend comme un trait d'union entre les habitants du Nord et du Sud vu qu'il est le produit de l'union de ces deux ensembles. Ce fut donc au départ un terme culturel avant sa transformation en une idéologie politique. C'est mal connaître Bédié, il s'en sert et même s'en attribue la paternité pour semer la discordance dans la population qui cohabitaient jusque-là dans un climat de paix et d'harmonie. L'ivoirité politique de Bédié consiste en un règlement de compte à son adversaire politique Ouattara et à la dépossession des terres des prétendus étrangers qui menaçaient son régime. Les étrangers visés par cette politique d'exclusion étaient surtout les populations du Nord de la Côte d'Ivoire installées un peu partout sur l'étendue du pays et qui en plus ont des patronymes communs avec les habitants soit du Burkina Faso soit du Mali. En clair, il s'agit d'une chasse à la sorcière ayant pour finalité son maintien au pouvoir jusqu'à la mort. Kourouma revient encore à la charge :

L'ivoirité permet de trouver de la terre aux Ivoiriens en spoliant les étrangers venus sous Houphouët-Boigny. L'ivoirité permet surtout d'éloigner définitivement son adversaire politique Alassane Ouattara en le taxant de Burkinabé. (2004 : p.107)

A la lumière de ce qui précède, l'ivoirité pour nous est tout simplement une tactique politique pour mettre en marge toute une race et proclamer la supériorité d'une race comme l'a fait Hitler avec sa race aryenne. C'est dire que la race baoulé est née pour diriger le pays. La barque chavirait peu à peu mais le président n'en prend aucune conscience. Les Ivoiriens du Nord sont persécutés dans leur propre

pays, ils deviennent des persona non grata grâce à la nouvelle création du chef d'état. Bien que Bédié fut rappelé à l'ordre, il refuse de s'en tenir aux conseils proférés par ses alliés occidentaux. C'est dans cette situation chaotique que les casques bleus ivoiriens de l'ONU organisaient une manifestation pacifique pour leur paie. L'ONU a certes remis l'argent au gouvernement ivoirien mais l'argent a disparu des coffres du pays, corruption oblige. Mais au lieu que monsieur le président calme les esprits, il donne l'ordre à la gendarmerie de tirer sur les manifestants. Il faut dire que c'est la méthode d'opération choyée par les régimes dictatoriaux qu'a étalé le dauphin d'Houphouët. La situation tourne au vinaigre car la population jusque-là qui somnait dans la léthargie se joignait aux manifestants pour montrer leur mécontentement général.

La voie de la rue eut raison du tyran Bédié qui abandonne le pouvoir en 1999 pour prendre refuge au Togo chez un autre dictateur du nom d'Eyadéma. Il est relayé par le général Robert Guéi.

4. Le président par intérim : Le général Robert Guéi

Guéi Robert, militaire à la retraite, a été porté au pouvoir à la suite de la déchéance du dauphin constitutionnel d'Houphouët Boigny par ces pairs de l'armée dont la majorité était issue de l'ethnie dioula. Comme d'accoutumée, quand le pouvoir est saisi par les militaires, Guéi avait été choisi parce qu'il avait déjà été impliqué dans des coups d'Etats. Les putschistes lui ont tendu la perche pour dissimuler leur origine ethnique dioula. Sa tâche en tant que président intérimaire est d'organiser des élections libres et crédibles. Son histoire personnelle nous renseigne qu'il fut l'un des bénéficiaires des largesses d'Houphouët dont il fut ministre de la défense. Son choix par l'ex-père de la nation ivoirienne au poste du chef d'état-major des armées se fonde sur sa corruption et non sur sa sincérité ni sur son patriotisme. Suivons cette conversation entre le ministre des armées et Houphouët-Boigny :

Le ministre : ... Mais vous ne pouvez pas songer au capitaine Guéi pour un poste de responsabilité de cette valeur. Il est très peu sérieux et surtout il aime beaucoup l'argent et les femmes. C'est l'officier le plus corrompu parmi ceux de son rang.
Houphouët-Boigny : Monsieur le ministre, je vais peut-être vous étonner. Mais l'expérience montre que les gens trop propres ont des difficultés à

réussir à un certain niveau de responsabilité. Ce capitaine est l'homme qu'il me faut. (2004 :114)

Voilà les traits de caractère à qui le destin de tout un pays, de tout un peuple fut confié. Cependant les vrais auteurs du coup d'état faisaient parti de son cabinet par sagesse. Il a failli à ses promesses d'organiser des élections auxquelles il ne sera pas candidat. Le facilitateur de son changement du fusil d'épaule fut le flatteur Balla Kéïta :

Dès que Balla Kéïta réussit à s'introduire dans son entourage et que Guéi se mit à l'écouter, celui-ci changea du tout au tout. Il voulait désormais le pouvoir, tout de suite et à tout prix. (2004 :115)

Bien que le pouvoir corrompt mais aussi l'entourage corrompt et c'est dans ce sens que Jean Jacques Rousseau a affirmé que l'homme nait bon mais c'est la société qui le corrompt. Il s'agit d'un des principaux problèmes auxquels font face les dirigeants africains. Signalons que si du jour au lendemain, la position de Guéi a changé, c'est justement parce qu'il nourrissait une ambition secrète de se maintenir au pouvoir. Il a été attiré par le prestige, l'honneur et surtout l'accumulation des ressources que le pouvoir confère. Kourouma renchérit :

Il (Balla Kéïta) arriva à convaincre (sans grand effort, paraît-il) l'ancien général putschiste de ne pas s'en tenir à son mandat. Le pouvoir suprême lui tendait les mains et ce serait une erreur historique que de ne pas le saisir. Guéi changea de langage du tout au tout. Il répéta les slogans les plus éculés de l'ivoirité. (2004 :116)

Détenir confortablement le pouvoir exige que le leader politique coopte les féticheurs afin de se fortifier contre l'ennemi et de déjouer leur piège. Face à cette volte face de Guéi, ses adversaires organisaient un putsch pour le démettre de ses fonctions mais ce fut un échec. Au lieu que Guéi perde sa vie, c'est plutôt son cheval qui en fut mortellement affecté d'où l'appellation du « complot du cheval blanc ». L'entretien des marabouts est l'une des plaies qui minent le développement fiable de l'Afrique. Mais au lieu de voir cet incident comme un avertissement et retourner le pouvoir au civil, il devint plus obstiné et enclin à rester en charge du pays quoi qu'il advienne. Cette passion destructrice l'amena à écarter tous les postulants les plus sérieux (Alassane Ouattara, Laurent Gbagbo, etc.) au poste de la présidence en manipulant la constitution. (2004 :117). A l'encontre de Gbagbo, il prit ses dispositions. Il

a promis à ce dernier de faire de lui son premier ministre une fois élu. Mais à malin malin et demi. Les élections tournaient mal pour le général car les premiers résultats des élections sont en faveur de Gbagbo. Intoxiqué par le désir de conserver le pouvoir, il s'adonne aux manipulations des résultats. Ces fraudes électorales et le discrédit de la commission électorale précipite la chute du régime Guéi. Son attachement excessif à briguer la présidence du pays à vie le conduisent à s'auto proclamer président élu. Le peuple unanime comme un seul homme une fois de plus prend la rue pour se révolter contre cette auto imposition. Ainsi prend fin le pouvoir du dictateur Guéi et l'avènement de Laurent Gbagbo.

5. Le cinquième président de la Côte d'Ivoire : Laurent Gbagbo

D'entrée de jeu, les élections qui ont amené Laurent Gbagbo au pouvoir étaient entachées de nombreuses irrégularités. Les manifestants étaient d'ailleurs divisés en deux. D'une part, ceux qui réclamaient de nouvelles élections, pour la plupart des Dioulas, ce qui permettrait à tous les intéressés d'être pris en compte. Et d'autre part, ceux qui réclamaient la proclamation de Gbagbo comme président étaient majoritairement issus de l'ethnie bête. Pour imposer son hégémonie, il fait usage de la force grâce au soutien de l'armée. Beaucoup de manifestants sont tués extra judiciairement (2004 :122). La folie de la conservation absolue du pouvoir anime également le héros de la démocratie ivoirienne comme ses précédents. Malgré la conférence de réconciliation ayant pour but d'amener les principaux acteurs de la politique ivoirienne à cohabiter dans un climat de paix et de sérénité, Gbagbo s'est fait distinguer par sa politique d'exclusion contre les Dioulas. Il a continué avec la politique d'ivoirité de Bédié. Avouons-le son règne fut celui de la terreur. En effet, on passait d'un assassinat politique à un autre. Balla Kéita, exilé au Burkina Faso, loyaliste d'Houphouët et de Guéi était une victime de taille de sa cruauté et de sa politique d'extermination ethnique. Pour se venger de l'assassinat injuste d'un des leurs, les officiers du Nord lançaient une offensive qui a vu l'extermination de toute la famille de Boga Doudou, bras droit de Gbagbo qui entre temps entreprenait une visite officielle en Italie. Toutefois, les enquêtes balistiques réfutent la thèse selon laquelle Boga Doudou serait tué par les balles des officiers du Nord. Il

paraît que Gbagbo aurait lui-même fomenté ce complot toujours en vue de prouver sa suprématie mais aussi d'écartier certaines personnes qui constituaient un véritable danger à la continuation de sa présidence :

Des observateurs expliquent qu'il y aurait eu, en fait, plus d'un complot dans la nuit du 19 septembre 2002 en Côte d'Ivoire. Un complot auquel se serait attendu le président Gbagbo, voire qu'il aurait fomenté lui-même, qu'il aurait du moins souhaité voir se produire pendant son absence d'Abidjan... et un deuxième, qui fut une vraie surprise pour lui. Le premier était organisé par les loyalistes pour se débarrasser des officiers et sous-officiers traités des Forces armées nationales de Côte d'Ivoire (FANCI). (2004 :128)

Nous comprenons par là que nous avons deux forces en présence : les rebelles constituées par les Dioulas et les forces loyalistes composées par le peuple de l'ouest c'est-à-dire l'ethnie appartenant ou les ethnies qui s'apparentent à celle du président de la république. A partir de ce moment, Gbagbo se lance dans une politique à la chasse à l'homme dont les populations dioula étaient les cibles. Les forces loyales au président Gbagbo ont en vain cherché les responsables du complot du 19 septembre 2002. Ils ont dévolu leur colère noire sur tout ce qui est Dioula ou s'apparente au Dioula :

En effet, quand les loyalistes constatèrent l'inexplicable disparition des rebelles, ils se dirent : « Les Dioulas tuent en catimini et s'évanouissent dans la nature. Procédons comme eux, tuons dans l'anonymat et disparaissions. Et, puisque les vrais combattants sont introuvables, tuons tous ceux qui les ont inspirés, tous ceux qui pensent comme eux, tous ceux qui pourraient les aider en cas de nouvelle attaque. Faisons comme au charnier de Yopougon. Ni vu, ni su. (2004 : 130)

C'est le début à proprement parler du règne de la terreur avec l'apparition des escadrons de mort et des charniers. L'extermination des Dioulas et de toute autre personne tenant tête à Gbagbo est leur préoccupation majeure. Robert Guéi et toute sa famille ont été assassinés par les forces loyalistes car il avait été soupçonné de complice dans le deuxième complot. Alassane Ouattara échappait belle pour prendre refuge à l'ambassade allemande. En plus les leaders religieux musulmans n'échappaient guère à ces tueurs. Gbagbo qui n'a guère s'est battu d'arrache-pied pour la sortie du pays du diktat d'Houphouët Boigny se transformait en sanguinaire et tribaliste. Le féru de l'idéologie sociale se métamorphosait en

vampire pour avoir une main mise total sur le pouvoir. En plus, il entretenait autour de lui une armée de répression, des types de gestapo. Sous son autorité totalitaire, plusieurs crimes odieux étaient commis :

Les jours suivants, les tueurs (toujours) de l'entourage du président, et surtout le groupe ethnique) se lancèrent a la poursuite des adversaires politiques de Gbagbo et des Dioulas dans tous les recoins d'Abidjan et les villes sous le contrôle des loyalistes. A la poursuite des Dioulas et de tous les symboles dioulas. Ils tuèrent tellement d'imams que lorsque Koudouss, le président du conseil national islamique tomba malade, Gbagbo se crut obligé de payer dare-dare l'évacuation sanitaire du patient sur un important hôpital de Paris. (2004 : p.132)

Mettons en relief que l'une des armes les plus efficaces pour le contrôle absolu du pouvoir politique en Afrique est l'usage des clivages religieux et ethnique, choses que Gbagbo a merveilleusement concilié pour sa domination sans partage sur la Côte d'Ivoire. Les abus du socialiste ont largement contribué a la division du pays en deux. Les anti-Gbagbo ont élu domicile au centre du pays et ils avaient fait de Bouaké leur capitale. Des ressources qui auraient pu apporter une bouffée d'oxygène aux Ivoiriens ont été commises a l'effort de guerre a telle enseigne que Gbagbo a recruté des mercenaires persécuter et tuer dans sa zone et la zone rebelle ses opposants. Les populations civiles n'étaient pas non plus épargnées. (2004 :pp.135-136).

En somme, Gbagbo a déçu les espoirs de plus d'une personne. En effet, il fut le plus virulent des critiques de la politique du premier président du pays. En plus, il fut l'opposant le plus radical au régime d'Houphouët dont il a combattu de toutes ses forces avant que le multipartisme ne s'installe. Outre cela, il a été exilé a maintes reprises parce que le vieux sage de l'Afrique voulait le mettre a mort pour son radicalisme. Et Voilà qu'il parvient au pouvoir et tourne le dos à l'idéologie qu'il a tant défendu pour devenir un autre « Houphouët » de par sa politique d'exclusion. De par sa folie démesurée de s'accrocher au pouvoir, il a enlisé la Côte d'Ivoire dans une guerre tribale qui a entraîné beaucoup de pertes en vies humaines et en biens matériels. C'est une guerre qui marquera a jamais l'humanité.

Conclusion

Retenons que les dirigeants politiques en Afrique à l'image de ce que nous avons en revue sont tous attaches profondément au pouvoir. L'idéologie n'a pas sa place dans la politique africaine car chaque homme politique manipule l'idéologie pour satisfaire son besoin de rester définitivement au pouvoir sans aucune forme d'opposition quelconque. Quelque soit qu'ils soient des produits de l'école coloniale ou de l'indépendance, nous remarquons qu'il n'y a pas de différence fondamentale en ce qui concerne l'exercice du pouvoir politique. L'échec des indépendances africaine pour nous est imputable aux ex-pères de la nation car ils n'ont jamais pensé ni à former la relève ni à la transition. C'est à juste propos que Kourouma soulignait que les indépendances se sont battus sur l'Afrique comme une nuée de sauterelles. Il faut entendre que les premiers chefs d'Etats africains sont en partie responsables des maux qui frappent le continent. Cela dit, ils ne sont pas préoccupés du vécu quotidien du peuple qui les a porte au pouvoir mais leur survie et succès personnels. Le succès et la survie personnels ne peuvent être accomplis qu'en restant pendant une durée indéterminée au pouvoir c'est-à-dire demeurer au pouvoir jusqu'à mourir. La conservation du pouvoir continue de provoquer des conflits intestins qui nuisent lamentablement à l'essor de l'Afrique. C'est pourquoi nous avons adopté la théorie postcoloniale dont Achille Mbembé est l'un des exégètes. Pour les postulants de cette méthode critique, bien que l'Occident soit en partie responsable des problèmes africains, ils posent que les leaders africains des indépendances avaient la possibilité de redresser la situation mais ils sont restés indifférents.

Pour dire qu'un homme est accompli, il est pertinent de jeter un regard sur la performance de son successeur éventuel et combien il a contribué au bien être de son peuple à travers ses grandes décisions politiques. Si ces deux critères sont satisfaits, cela voudrait dire que le prédécesseur a laissé derrière lui un bon héritage. Malheureusement beaucoup de dirigeants africains ne sont pas à la bonne enseigne le pouvoir est question de vie et de mort. Cette situation continue d'engendrer les guerres tribales, les guerres religieuses, les guerres de sécession, l'endettement et la pauvreté. Si le développement du

continent continue de piétiner, c'est parce que la classe dirigeante de par son accrochement aveugle au pouvoir a sacrifié l'intérêt général au profit de leur égoïsme, leur intérêt et prestiges personnels. En somme, le pouvoir politique en tant que question de vie et de mort justifie la faillite de la démocratie. Au lieu d'assister à la consolidation de la jeune démocratie, c'est malheureusement le retour à la dynastie et à la royauté ou le fils succède au père.

En analysant le pouvoir politique à la loupe du postcolonialisme, nous avons montré l'engagement de Kourouma en tant qu'écrivain qui fait la peinture des sociétés africaines contemporaines en exposant les dictateurs africains et les instabilités politiques. L'œuvre baigne dans l'univers du postcolonialisme eu égard à la trame du récit qui commence avant l'indépendance jusqu'aux années 2000. *Quand on refuse on dit non* est une description ou une représentation fidèle du dérapage de tous les présidents ivoiriens qui se sont successivement succédés. A travers les leaders ivoiriens représentés, il s'agit de l'image de la presque généralité des présidents africains qu'a mis en exergue Kourouma. Les piliers sur lesquels repose le pouvoir politique en Afrique des indépendances jusqu'à nos jours sont les suivants : la persécution, la violence, le détournement de fonds ou la gabegie financière et le militarisme.

En définitif, ce que fait Kourouma à travers cette œuvre politique est le procès des maîtres du pouvoir politique depuis les indépendances et l'avènement de la démocratie.

References

1. Bill Ashcroft, Gareth Griffith et Helen Tiffin. *L'empire vous répond: théorie et pratique de littératures post-coloniales*, traduction de Jean-Yves Serra et Martine Mathieu-Job, Paris : Presses Universitaires de Bordeaux, 2012, p.14
2. John Mc Leod, *Beginning Postcolonialism*. London: Manchester University Press, 2000, p.33.
3. Mathieu Renault
4. Ahmadou Kourouma. *Quand on refuse on dit non*. Paris: Seuil, 2004, pp.75-76.
5. Ibid., pp.74-75.

6. Ibid., p.88.
7. Ibid., p.59.
8. Ahmadou Kourouma. *En attendant le vote des bêtes sauvages*. Paris: 2000 p.278.
9. Ibid., p.183.
10. Ahmadou Kourouma. *Quand on refuse on dit non*. Paris: Seuil, 2004, p.90.
11. Ibid., p.91.
12. Ibid., pp. 91-92.
13. Ibid., p. 92.
14. Ibid., p. 92.
15. Ibid., p.93-94.
16. Ibid., p.104.
17. Ibid., p. 105.
18. Ibid., p. 103.
19. Ibid., p.107.
20. Ramsès L. Boa Thiémélé. *L'ivoirité entre culture et politique*. Paris: Harmattan, 2003. p.7.
21. Ibid., p.107.
22. Ahmadou Kourouma. *Quand on refuse on dit non*. Paris: Seuil, 2004, p.114.
23. Ibid., p.115.
24. Ibid., p.116.
25. Ibid., p.117.
26. Ibid., p.122.
27. Ibid., p.128.
28. Ibid., p.130.
29. Ibid., p.132.
30. Ibid., pp. 135-136.

BIBLIOGRAPHIE

1. Œuvre étudiée

Ahmadou Kourouma. *Quand on refuse on dit non*. Paris: Seuil, 2004.

2. Autres oeuvres citées

Ahmadou Kourouma. *En attendant le vote des bêtes sauvages*. Paris: Seuil

Bill Ashcroft, Gareth Griffith et Helen Tiffin. *L'empire vous répond: théorie et pratique de littératures post-coloniales*, traduction de Jean-Yves Serra et Martine Mathieu-Job, Paris : Presses Universitaires de Bordeaux.

Mathieu Renault. *Les épistémologies politiques de la colonisation. I2014*

John Mc Leod, *Beginning Postcolonialism*. London: Manchester University Press, 2000.